



Evolution des forêts vosgiennes

A. Bérard

► To cite this version:

A. Bérard. Evolution des forêts vosgiennes. Revue forestière française, 1960, 3, pp.190-197. [10.4267/2042/24261](https://hal.science/hal-03389687). <hal-03389687>

HAL Id: hal-03389687

<https://hal.science/hal-03389687v1>

Submitted on 21 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

ÉVOLUTION DES FORÊTS VOSGIENNES

PAR

A. BÉRARD

Conservateur des Eaux et Forêts à Epinal

Il est généralement admis que la tendance économique et technique, même à long terme, oblige le forestier à mettre en œuvre un programme comportant essentiellement :

— l'éducation de peuplements à croissance très rapide destinés à produire, dans le minimum de temps, le maximum de matière première. Ce sont les résineux qui, dans la région vosgienne, répondent le mieux à cette exigence.

— l'éducation de peuplements ou d'arbres fournissant la proportion maxima de grumes de qualité déroulage ou tranchage, la notion de rapidité de croissance n'étant plus ici primordiale.

On peut donc s'adresser aux feuillus ou aux résineux.

Tout ce qui ne correspondra pas aux spécifications ci-dessus sera considéré comme déchet et il faudra s'efforcer d'en produire le moins possible.

Par ailleurs, et compte tenu des conditions d'emploi et des besoins présumés, c'est la catégorie « production de masse » qui devrait être la plus importante.

Dès lors, on peut penser que, partant de la situation actuelle des forêts vosgiennes, le progrès consisterait :

— à augmenter la productivité des futaies résineuses existantes,

— à passer du taillis sous futaie feuillu (chêne ou hêtre dominant) d'abord à la futaie feuillue, puis, partout où ce serait possible, à la futaie résineuse.

Bien entendu, le problème est complexe en raison de la multiplicité des facteurs en cause. En outre, la réalisation doit nécessairement être échelonnée sur une longue période. Mais elle sera plus facile si elle va dans le sens de l'évolution actuelle.

C'est pourquoi, il nous a paru intéressant d'étudier sommairement cette évolution et pour cela de comparer deux états successifs de la forêt vosgienne.

Constatant que les seuls renseignements accessibles sont les renseignements publiés, nous avons été amené à prendre pour terme

de comparaison l'année 1876. Non pas que nous l'ayons choisie, mais c'est la seule qui ait donné lieu (d'ailleurs pour toute la France) à des relevés détaillés, inscrits dans un volume de 582 pages intitulé « Statistique forestière » et imprimé par l'Imprimerie Nationale en 1878, à l'occasion de l'Exposition Universelle.

Les auteurs admettent que cette année 1876 fut une année normale.

Pour l'actualité, nous avons pris l'année 1957, qui doit, au moins pour l'ensemble du département des Vosges, être également considérée comme normale.

Les comparaisons ne peuvent être exploitées que moyennant un certain nombre de réserves que nous ferons le moment venu.

I. — Renseignements généraux

	1878	1957
	—	—
Surface du département	586 919 ha	586 714 ha
Surface totale boisée	205 644 ha	247 854 ha
Taux de boisement	35 %	42 %
Population	392 988 (1)	372 523 (2)
Surface boisée par habitant	0 ha 52	0 ha 66
Surface boisée par nature de propriétaire :		
Etat	56 480 ha	57 001 ha
Communes et Etab. publics ..	114 147 ha	124 853 ha
Particuliers	35 017 ha	66 000 ha

(1) Recensement de 1872.

(2) Recensement de 1954.

Seule la surface des bois particuliers est ici sujette à caution.

En 1878, elle a été déterminée par différence entre la surface totale boisée indiquée par les services du cadastre, et celle des forêts collectives gérées par l'Administration des Eaux et Forêts. Il y a donc un risque d'erreur.

Nous avons relevé dans plusieurs ouvrages des chiffres divers :
en 1823 : 32 400 ha (Annuaire des Vosges),
en 1849 : 26 000 ha (de BUFFEVENT, ancien Conservateur),
en 1900 : 36 000 ha (MOUGENOT, Conservateur),
en 1912 : 40 530 ha (DAUBRÉE),

mais nous ne savons pas comment ils ont été établis.

Pour 1957, on a essayé, grâce à divers recoupements, de déterminer la surface totale des boisements, quelle que soit leur classification cadastrale, et y compris par conséquent les plantations résineu-

ses souvent disséminées en « timbre-poste » et portant localement le nom de « hagsis ».

En définitive, on peut dire que la surface des forêts particulières a augmenté fortement sans qu'on puisse préciser avec certitude l'importance de cette augmentation.

L'accroissement de surface des forêts communales et d'établissements publics accuse les conséquences du reboisement ou du boisement de terrains communaux abandonnés ou devenus improductifs.

II. — Répartition des surfaces par essences

La statistique de 1878 donne la surface fictive qui serait occupée par chaque essence, si tous les arbres étaient réunis (forêts soumises seulement) :

Hêtre	46 964 ha
Sapin	45 933 ha
Epicéa	4 753 ha
Chêne	34 691 ha
Pin sylvestre	6 965 ha
Charme	12 461 ha
Divers	14 965 ha

Total 166 732 ha

soit 34 % pour les résineux et 66 % pour les feuillus.

En 1957, mais sans pouvoir entrer dans le détail des essences, on trouve 44 % de résineux et 56 % de feuillus.

Le progrès est donc sensible, même si l'on admet, ce qui est probable, que le gain de surface des forêts communales et d'établissements publics (10 706 ha) a été entièrement consacré à des boisements résineux.

C'est évidemment dans la région montagneuse que l'accroissement a été de beaucoup le plus important. Dans cette région, en effet, les résineux et les feuillus coexistaient naturellement. Il suffisait de renoncer au régime du taillis-sous-futaie et de ne pas s'opposer à l'envahissement du sapin.

Même s'il s'agissait là de mesures passives, encore fallait-il y consentir et par conséquent, abandonner partiellement la production de bois feuillu qui constituait l'essentiel de l'affouage.

Aussi faut-il noter que l'accroissement qui vient d'être signalé ne saurait être considéré comme régulièrement réparti sur la période 1878-1957.

En 1904, LAFITE (« L'Agriculture dans les Vosges ») donne encore 35 % de résineux de même que DAUBRÉE dans la statistique de 1912.

On peut donc en conclure sans grands risques d'erreur, que les acquisitions constatées datent des cinquante dernières années et qu'elles ont été mises à jour par les aménagements postérieurs à la première guerre mondiale.

III. — Répartition des surfaces par mode de traitement

(Forêts soumises seulement)

	1878	1957
	—	—
Taillis simple	31 ha (—)	—
Taillis sous futaie ...	64 814 ha (38 %)	52 000 ha (29 %)
Conversion	18 807 ha (11 %)	6 500 ha (3 %)
Futaie	86 720 ha (51 %)	123 300 ha (68 %)

La proportion des surfaces traitées en futaie, en y comprenant les conversions, est donc passée de 62 à 71 %, ce qui représente un accroissement assez faible de 14 %.

En ce qui concerne les seules forêts domaniales, tout le progrès possible avait été rapidement acquis puisque la surface traitée en taillis-sous-futaie n'était déjà plus que de 663 ha en 1892 (MOUGENOT) et de 241 ha en 1912 (DAUBRÉE).

C'est donc pour les forêts communales que les obstacles demeureraient et demeurent encore, avant tout peut-être d'ordre psychologique.

L'aménagement en taillis-sous-futaie, avec sa coupe annuelle de surface constante, et ses règles de culture très simples est directement accessible aux municipalités et aux habitants des communes rurales. L'aménagement en futaie, avec ses exploitations à la fois dispersées et de nature différente, avec, éventuellement, sa disponibilité variable, donne au propriétaire non informé l'impression d'être désormais étranger à une gestion devenue l'apanage du spécialiste.

IV. — Production mobilisée

(Volumes vendus ou délivrés)

Il y a lieu de séparer les forêts domaniales des forêts communales et d'établissements publics en raison de la diversité de répartition entre les modes de traitement.

En effet, sur 52 000 ha de taillis-sous-futaie, dénombrés au total dans les forêts soumises au régime forestier, 241 ha seulement étaient domaniaux en 1957.

FORETS DOMANIALES

Unité m³

	1876		1957	
	Total	par ha	Total	par ha
Œuvre et Industrie:				
Feuillus	15 673	0,277	36 570	0,641
Résineux	161 320	2,856	189 868	3,330
Total	176 993	3,133	226 438	3,991
Chauffage:				
Feuillus	43 848	0,775	84 104	1,475
Résineux	46 185	0,819	27 675	0,485
Total	90 033	1,594	111 779	1,960
Total:				
Feuillus	59 521	1,052	120 674	2,116
Résineux	207 495	3,675	217 543	3,815
Total	267 026	4,727	338 217	5,931

FORETS COMMUNALES

Unité m³

	1876		1957	
	Total	par ha	Total	par ha
Œuvre et Industrie:				
Feuillus	47 017	0,412	74 323	0,593
Résineux	107 614	0,944	195 579	1,559
Total	154 631	1,356	269 902	2,152
Chauffage:				
Feuillus	220 622	1,935	156 569	1,248
Résineux	39 997	0,351	34 457	0,274
Total	260 619	2,286	191 026	1,522
Total:				
Feuillus	267 639	2,346	230 892	1,841
Résineux	147 611	1,295	230 036	1,833
Total	415 250	3,641	460 928	3,714

De l'examen des deux tableaux, on peut tirer un certain nombre de remarques.

— En 1876, la production globale par ha a été de 4,727 m³ en forêts domaniales et de 3,641 m³ en forêts communales, soit un avantage de 29 % en faveur des premières.

— En 1957, cette marge est passée à 59 %.

— De 1876 à 1957, la production totale à l'hectare des forêts communales n'a augmenté que de 2 % (de 3,641 à 3,714).

Pendant la même période celle des forêts domaniales a augmenté de 25 % (de 4,727 à 5,931).

— Les différences qui viennent d'être indiquées sont cependant inférieures à la réalité, parce que si la production de 1876 est bien la production totale, y compris les fagots et les bourrées, il n'en est pas de même en 1957 où cette dernière catégorie n'entre plus en ligne de compte, de même qu'une bonne partie de la précédente.

Si donc on limite la comparaison aux bois d'œuvre et d'industrie, on obtient les résultats suivants :

Production bois d'œuvre et d'industrie (en m³ par ha)

	1876	1957	Accroissement
	—	—	—
Forêts domaniales	3,133	3,991	27 %
Forêts communales	1,356	2,152	58 %

Cette fois, la situation est beaucoup plus favorable pour les forêts communales qui progressent sensiblement sans pourtant rejoindre les forêts domaniales.

Ventilé entre feuillus et résineux, l'accroissement devient :

	Feuillus	Résineux
	—	—
Forêts domaniales	131 %	16 %
Forêts communales	44 %	65 %

On peut admettre que les forêts domaniales à prédominance résineuse étaient déjà constituées avec un capital normal en 1876. Leur accroissement de production total est à peine sensible, et la part un peu plus grande de bois d'œuvre et d'industrie constatée en 1957 est vraisemblablement presque entièrement imputable à l'apparition et à l'extension d'un nouvel emploi : la râperie.

Par contre, les forêts domaniales feuillues converties en futaie dans leur quasi totalité depuis plus de 80 ans ont bénéficié d'une augmentation sensible de leur capital sur pied. C'est de ce capital que nous percevons maintenant les revenus et comme il s'agit de gros bois, la proportion de grumes d'œuvre est la plus marquée.

En ce qui concerne les forêts communales, l'évolution est plus difficile à analyser parce que les différences sont moins accusées. Il est peu vraisemblable que la productivité des forêts résineuses ait augmenté plus que pour les forêts domaniales. On peut donc penser à l'intervention, comme il a été dit plus haut, d'un nouveau débouché, et en outre à la création de nouveaux peuplements, soit d'origine artificielle par le boisement de terrains vacants, soit d'origine naturelle par la conversion directe de taillis-sous-futaie en futaies résineuses.

Les conversions peuvent expliquer à elles seules l'amélioration du rendement en feuillus.

V. — Rendement financier

(Valeur brute de la production en bois)

L'examen des rendements financiers, qui met en jeu des facteurs différents n'entraîne pas dans le cadre de cet article.

Il nous a cependant paru intéressant d'en parler, ne serait-ce que pour fournir quelques éléments d'appréciation aux lecteurs éventuels.

	1876	1957	Coefficient 1957 1876
En francs courants	—	—	—
<i>Forêts domaniales:</i>			
par hectare	70,46	24 748	351
par m ³ moyen (y compris chauffage)	14,90	4 172	280
<i>Forêts communales:</i>			
par hectare	44,10	12 253	278
par m ³ moyen (y compris chauffage)	12,10	3 334	275

On constate que l'augmentation du rendement matière à l'hectare, moins importante dans les forêts domaniales, a été plus « payante » parce qu'elle portait sur des produits de plus grande valeur unitaire.

En 1876 et pour l'ensemble de la France, les moyennes étaient à l'hectare :

38,70 F pour les forêts domaniales,
22,76 F pour les forêts communales.

Le prix du m³ moyen pour les Vosges aurait dû croître davantage dans les forêts communales puisque la production en bois d'œuvre et d'industrie y a augmenté de 58 % contre 27 % seulement pour les forêts domaniales. On peut donc supposer que deux facteurs ont joué en sens inverse, à savoir : d'une part, l'augmentation de la proportion de bois d'œuvre, et d'autre part, la diminution du prix unitaire du bois de chauffage.

En poussant un peu plus loin la comparaison, on découvre que,

sur le parterre de la coupe, le mètre cube de bois de chauffage feuillu (bois de corde) valait en 1876 à peu près 50 % de la valeur du mètre cube de sapin menuiserie. En 1957, le rapport était de 14 % environ.

Il n'est pas inutile de faire observer que si l'année 1957 a été marquée par des prix particulièrement élevés, il en a été de même de 1876.

VI. — **Conclusions - Perspectives d'avenir**

Une conclusion ne peut avoir d'intérêt que si elle est en même temps un point de départ.

Nous avons constaté avec satisfaction que la forêt vosgienne évolue dans le sens souhaité, mais nous avons vu que cette évolution est lente, trop lente en regard de l'accélération des besoins.

Certes, le rythme de vie de la forêt constituera toujours un facteur limitant, mais il existe encore une marge relativement considérable de progrès.

Pour les forêts domaniales, c'est le remplacement de la futaie feuillue de qualité médiocre par la futaie résineuse qui doit être activement poursuivi.

Pour les forêts communales, la conversion des taillis sous futaie soit en futaie feuillue, soit directement en futaie résineuse est de nature à apporter une contribution de plus en plus nécessaire à la production totale.

L'étendue des surfaces en cause mesure l'importance des tâches qui incombent au service des Eaux et Forêts. Il est prêt à les assumer à condition qu'on lui en donne les moyens.

S'il en était ainsi, et qu'une sylviculture plus intensive puisse être mise en œuvre et poursuivie avec persévérance, le succès serait assuré.
